

Consultation de la CRE relative à l'évolution des règles d'équilibrage sur le réseau de GRTgaz pour l'hiver 2013-2014

Réponse de GDF SUEZ – Branche Énergie Europe

5 novembre 2013

Ce document constitue la réponse de GDF SUEZ, en sa qualité de fournisseur, à la consultation publique lancée par la CRE le 24 octobre 2013 relative à l'évolution exceptionnelle des règles d'équilibrage du réseau de GRTgaz pour l'hiver 2013-2014.

Préambule : Tout d'abord, GDF SUEZ estime que ce sujet est abordé trop tardivement (le 18 septembre 2013 et le 24 octobre 2013 soit quelques jours avant que GRTgaz ne rende une copie à la CRE et un mois et demi avant la période d'hiver). De plus, une communication plus large à l'ensemble des expéditeurs aurait dû être faite dans un 1^{er} temps par le comité d'orientation, dans un 2^{ème} temps via un groupe de travail et dans un 3^{ème} temps via une communication à l'ensemble des expéditeurs pour recueillir leur avis sur le sujet en dehors du processus de Consultation.

1. QUESTION 1 : CONSIDEREZ-VOUS QUE LA PROPOSITION DE GRTGAZ EST DE NATURE A RENFORCER LA SECURITE D'APPROVISIONNEMENT DU SYSTEME GAZIER EN CAS DE POINTE DE FROID ?

Comme exprimé dans son communiqué de presse du 13 juin dernier, GDF SUEZ a contractualisé l'ensemble des ressources permettant de couvrir la demande de pointe prévisionnelle 2 % de ses clients français pour l'hiver 2013/2014. Toutefois, à l'échelle du système gazier français, GDF SUEZ partage la préoccupation de GRTgaz et de la Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGEC) sur le risque de rupture d'approvisionnement à la pointe pour l'hiver à venir. Le déficit de 480 GWh/j à la pointe 2 % (estimation au 1^{er} septembre 2013) mentionné par la DGEC dans sa consultation publique du 5 septembre 2013 sur l'accès au stockage représente environ 12 % de la puissance appelée à la pointe par l'ensemble des consommateurs de gaz français.

Au regard de cette situation inédite, GDF SUEZ ne peut qu'encourager la mise en œuvre de mesures visant à réduire le risque de rupture d'approvisionnement pour l'hiver à venir, dès lors que celles-ci respectent les principes de transparence, d'absence de discrimination entre expéditeurs et de visibilité nécessaires au bon fonctionnement des marchés du gaz.

Dans ce contexte, GDF SUEZ souhaite contribuer de façon constructive à la seule mesure envisagée aujourd'hui pour améliorer la sécurité d'approvisionnement à la pointe à savoir l'ajustement des règles d'équilibrage proposé par GRTgaz.

Toutefois, GDF SUEZ considère qu'un certain nombre de précisions et d'aménagement doivent y être apportés pour que le dispositif proposé par GRTgaz produise ses effets et respecte les principes précités. En

outre, la mise en œuvre de ce dispositif, motivée par le caractère inédit du bilan de pointe prévisionnel pour cet hiver, ne doit pas dispenser de la nécessaire réflexion à mener sur l'évolution des règles d'équilibrage hors périodes exceptionnelles.

2. QUESTION 2 : AVEZ-VOUS DES REMARQUES SUR LES MODALITES OPERATIONNELLES PROPOSEES PAR GRTGAZ ?

La mise en œuvre de règles spécifiques pour l'hiver 2013/2014 correspond à 2 des 6 mesures présentées par GRTgaz au sein du Groupe de Travail « Equilibrage » du 23 octobre 2013 :

- Lancement de mesures particulières d'interventions sur les marchés,
- Mise en œuvre de règles exceptionnelles sur les tolérances.

En premier lieu, GDF SUEZ estime que cette problématique est abordée tardivement au regard de la proximité des échéances hivernales : les contraintes réglementaires en matière de pointe 2% s'appliquent dès le 1^{er} novembre 2013, et la prise d'effet du mécanisme projeté par GRTgaz est envisagée pour le 1^{er} décembre 2013. Ce calendrier fortement contraint milite, dès lors, pour un mécanisme aussi simple et transparent que possible.

En deuxième lieu, GDF SUEZ attire l'attention de la CRE sur la nécessité de la mise en place d'un indicateur explicite et opposable pour le déclenchement du dispositif, pour les raisons suivantes :

- Le seuil de déclenchement du mécanisme dissymétrique des tolérances d'équilibrage envisagé par GRTgaz est en relation directe avec le stock de sécurité, à propos duquel les expéditeurs n'ont pas d'information sur son utilisation ;
- Le mode opératoire (communication, gestion des pénalités, gestion des Ecart de Bilan Cumulés, transition de retour aux tolérances symétriques....) reste à définir, sans qu'il soit apporté davantage de précisions sur ses principales déclinaisons envisageables.

FIXER UN SEUIL DE DECLENCHEMENT SUIVANT UN CRITERE SIMPLE ET OPPOSABLE

Dans l'annexe 1 de sa proposition, GRTgaz rappelle le schéma en vigueur sur les tolérances d'équilibrage optionnelles venant en sus des tolérances standard. A ce titre, la communication de GRTgaz du 3 décembre 2012 précise les températures efficaces seuil applicables pour l'ajustement de ces tolérances optionnelles. Ces températures sont définies par zone d'équilibrage et publiées sur le portail « TRANS@ctions » de chaque expéditeur, en j-1 pour la journée J, comme suit :

- France Nord H : -2,4 °C ;
- France Nord B : -4,0 °C ;
- France Sud : -3,7 °C

Dans ce contexte, GDF propose que le critère de déclenchement des tolérances dissymétriques d'équilibrage envisagées par GRTgaz s'inspire de cette logique et soit fixé comme suit :

- GRTgaz publie, chaque jour J de la période décembre 2013-mars 2014, les températures efficaces prévisionnelles de la journée J+3, chaque zone d'équilibrage précitée ;

- les températures efficaces prévisionnelles de chaque zone sont établies à partir des températures moyennes journalières prévisionnelles, pour la période J+1 à J+3, publiées par un acteur indépendant (ex : Météo France), auxquelles est appliquée la pondération des températures journalières physiques pratiquée par GRTgaz pour le calcul de la demande à la pointe 2% ;
- passage au régime d'équilibrage exceptionnel, à partir de J+3, dès que le système gazier français présente une température efficace prévisionnelle $\leq -5^{\circ}\text{C}$, vu de J.
- retour au régime initial d'équilibrage journalier en J dès que la température efficace prévisionnelle « France » pour J est $> -5^{\circ}\text{C}$, vu de J-1.

Ce mécanisme, simple à mettre en œuvre et basé sur un critère objectif et opposable, semble constituer une réponse adaptée à la problématique posée. De surcroît, le seuil de température efficace de -5°C apparaît approprié pour les raisons suivantes :

- les températures efficaces de pointe froides 2 % étant comprises, au 1^{er} ordre, entre -13°C et -9°C selon les zones, caler le seuil dès l'atteinte de -5°C permettrait le déclenchement du dispositif avant l'arrivée effective d'une pointe de froid extrême 2%. De surcroît, ce seuil est à un niveau proche de ceux applicables pour les tolérances optionnelles ;
- le déficit à la pointe global du système à la pointe pour l'hiver 13/14 est estimé par la DGEC à environ 480 GWh/j (estimation au 1^{er} septembre). Le gradient de consommation de pointe par degré de température efficace à l'échelle du système gazier français étant de l'ordre de 100 GWh/j par $^{\circ}\text{C}$, fixer le seuil à -5°C – i.e. environ 5°C avant l'atteinte de la pointe 2 % – devrait correspondre, en théorie et en 1^{ere} approximation, au seuil de risque physique sur le système gazier français (toute contrainte locale de réseau exclue par ailleurs) ;
- déclencher le dispositif dès que le seuil de -5°C est atteint globalement sur la France apparaît approprié, dans la mesure où le passage de la pointe 2% relève d'une problématique globale du système gazier français, et non d'une zone spécifique (à la pointe, la liaison GRTgaz Nord > Sud est susceptible de fonctionner en mode reverse).

3. QUESTION 3 : AVEZ-VOUS D'AUTRES REMARQUES SUR LA PROPOSITION DE GRTGAZ ?

En dehors de la problématique de la mise en œuvre du mécanisme d'équilibrage exceptionnel et de la définition du critère de seuil de déclenchement, GDF SUEZ estime que l'exceptionnalité de ce mécanisme, qui tient du caractère fortement déficitaire du bilan de pointe pour l'hiver à venir, ne doit pas occulter les imperfections du système d'équilibrage actuel, et qu'en cela, les pénalités mises en place ne sont pas en ligne avec l'esprit du futur code réseau Equilibrage européen applicable au 1^{er} octobre 2015. Par conséquent, GDF SUEZ souhaite que les mesures suivantes soient prises :

❶ afin d'avoir un prix P1 représentatif de la véritable tension du marché lors de ces journées exceptionnelles, une intervention de GRTgaz en continu sur la bourse est nécessaire pour éviter la formation d'un prix construit dans un laps de temps à la fois limité et tardif, ce qui biaise la représentativité de ce dernier, auquel sera rajouté 30% de pénalité dès le 1^{er} kWh de déséquilibre.

❷ GRTgaz doit fournir une explication sur le coût associé et une publication régulière de l'utilisation ferme, comme interruptible, du contrat de flexibilité conclu avec Storengy. GRTgaz a évoqué, lors des dernières

réunions de concertation, une capacité ferme de +/- 30 GWh/j afin de gérer une partie des déséquilibres du réseau, sans donner plus de détails.

Or, en vertu de l'article 18 « *Exigences de transparence en ce qui concerne les gestionnaires de réseau de transport* » du règlement Européen 715/2009 en vigueur depuis 2009, le deuxième alinéa du paragraphe 6 dispose que chaque gestionnaire de transport doit publier les mesures prises, les dépenses effectuées et recettes générées aux fins de l'équilibrage du réseau. A ce titre, l'utilisation du contrat de flexibilité, comme son coût, devraient donc être publiés. Or, à ce jour, les charges sont englobées dans l'ensemble des charges de GRTgaz, et son utilisation reste peu explicite pour les expéditeurs, alors que le sujet est évoqué en concertation depuis 2010 (la seule information communiquée sur ce dossier se limite à ce jour à une présentation datant d'avril 2010).

③ GRTgaz doit fournir des éléments d'explication sur le "Winter Outlook". En effet, lors du GT Equilibrage du 18 septembre 2013, GRTgaz a mentionné la mise en place d'un "Winter Outlook" au titre de 5 situations particulières (couverture du bilan journalier en période de froid, contraintes sur la flexibilité disponible, minimum Obergailbach, soutirage minimum des stockages en période de froid, besoin de GNL à Fos pour alimenter la zone Sud-Est). GDF SUEZ souhaiterait voir GRTgaz clarifier, en Concertation Gaz, et avant la Consultation CRE, d'une part, le minimum Obergailbach et, d'autre part, le minimum de soutirage et le niveau de GNL nécessaire à Fos, ainsi que les modalités contractuelles envisagées pour la mise en œuvre des dispositifs visant à assurer le respect de ces contraintes.